

«Je comprends l'exaspération des lesbiennes à propos de la PMA» Par Charlie Vandekerckhove mardi 12 mars 2013, à 12h08 | 3441 vues INTERVIEW. Denis Quinqueton est le président d'Homosexualités et Socialisme. Interrogé par TÊTUE sur la procréation médicale assistée, il martèle que son groupe, proche du PS, «ne lâchera pas l'affaire»: «la PMA est une question



d'égalité pure et simple». Reportée à un projet de loi sur la famille sans plus de précisions, l'ouverture de la procréation médicale assistée aux lesbiennes est la grande oubliée du projet de loi de Christine Taubira sur le mariage pour tous ([lire notre article](#)). Entre retours en arrière, amalgames et confusion, le président du groupe Homosexualités et Socialisme Denis Quinqueton (photo ci-dessus) revient sur le parcours chaotique de cette question depuis la campagne de François Hollande, et sur les raisons pour lesquelles la PMA est une revendication légitime. **TÊTUE: L'ouverture de la PMA aux couples de lesbiennes dans un futur proche, vous y croyez?**

Denis Quinqueton: C'est compliqué mais oui, j'y crois. On a des vrais points d'appui dans les groupes socialistes au Parlement, et au PS cela fait déjà cinq ans qu'on en parle. Là on est dans une phase de ressac, on a débattu pendant des mois, il y a eu des manifestations... On ne parle plus beaucoup de la PMA mais ça reviendra. Il n'est pas encore temps de tirer un bilan. **Est-ce qu'au sein de HES vous aviez anticipé la confusion et les tergiversations autour de la PMA?**

On savait que ce serait difficile, mais on ne savait pas que les difficultés se focaliseraient sur la PMA. C'est peut-être parce que les débats bioéthiques ont été mal posés. La PMA n'est pas une question d'éthique mais d'égalité. La question éthique, elle, a été réglée en 1994 avec les lois de bioéthique, en 2004 avec la révision de ces lois et en 2011 avec une révision supplémentaire. Le législateur a estimé qu'elle était un moyen «acceptable» d'avoir un enfant. A partir de là, l'étendre aux couples lesbiens, c'est de l'égalité pure et simple. Au fond, ouvrir le mariage et l'adoption aux homos sans ouvrir la PMA, c'est expliquer aux couples de lesbiennes qu'elles peuvent être parents, mais que par contre en ce qui concerne les modalités, si elles peuvent aller faire un tour en Belgique, c'est pas plus mal. C'est une plaisanterie... **«Le mariage et l'adoption sans la PMA, c'est une plaisanterie...» En avril 2012, au moment de la campagne, François Hollande déclarait dans une interview à TÊTU qu'il était favorable à la PMA. Quelques mois plus tard, il explique que s'il avait été pour, il l'aurait intégrée à l'engagement 31. Que s'est-il passé entretemps?**

Quand il était premier secrétaire du PS, le sujet a été évoqué. En 2008, le PS s'est prononcé contre l'ouverture de la PMA, puis ça a été proposé à nouveau en 2010, accepté et validé dans le projet global du parti en 2011, tout cela de manière publique. Au moment des primaires citoyennes, François Hollande, comme tous les candidats, s'est prononcé pour. Pendant la campagne également. Depuis, honnêtement je ne sais pas ce qui s'est passé, peut-être a-t-il subi des pressions, peut-être a-t-il écouté des arguments qu'on estime, nous, mauvais. Honnêtement, moi, je pensais que l'engagement 31 couvrait symboliquement l'ensemble des sujets...

Pour vous, c'est finalement une bonne chose que la PMA soit traitée «à part»? Je trouve cela rassurant, dans la mesure où si on l'avait traitée par voie d'amendement, on se serait retrouvés avec une PMA ouverte aux couples de lesbiennes mariées. Or la PMA pour les hétéros est ouverte non seulement aux couples mariés mais aussi aux couples jugés stables, ensemble depuis deux ans au moins.

Quel poids réel avez-vous, avec HES, sur les débats? Notre travail a été fait avant tout en amont, avec l'introduction dans le programme du PS de l'ouverture de la PMA aux lesbiennes. Pendant la campagne on s'est ensuite appuyé sur l'engagement 31, on a continué à travailler avec les parlementaires, en leur montrant nos arguments. A savoir que c'est une question d'égalité, qu'aujourd'hui le parent social, celui qui élève l'enfant, prédomine sur le parent biologique sans pour autant que celui-ci disparaisse, etc. On va ensuite développer ces arguments auprès des sénateurs. HES est un *think tank*, un réservoir d'idées et d'arguments qu'on fournit à ceux qui décident. On reste dans une position revendicative mais on est obligés d'argumenter et d'essayer de convaincre, c'est ça notre marge de manœuvre.

Vous comprenez l'exaspération des militants et des lesbiennes en particulier? Bien sûr, moi aussi je voudrais que ça aille plus vite! Mais je pense que les changements, de toute façon, viennent et viendront de la gauche. Je ne sais pas s'ils viendront tous de ce Président, mais on ne lâchera pas l'affaire. **Il y a l'impatience, mais pas seulement: certains ont l'impression de n'avoir pas été pris au sérieux.**

Sur ce point on s'est exprimé de façon assez ferme et on le refera: ce qu'on dit en campagne électorale, c'est important. Personne n'était sous la contrainte. HES, l'Inter-LGBT, les associations lesbiennes, on n'est pas des maîtres-chanteurs, on s'inscrit dans une logique démocratique. Si François Hollande ne voulait pas parler de la PMA, il n'avait qu'à pas en parler, il n'avait qu'à répondre «non» à la question de TÊTU. **Quelles sont vos priorités?**

Poursuivre le dialogue parlementaire et anticiper le débat sur la loi famille, c'est le seul chemin que je vois pour HES. On est là pour marteler les arguments rationnels, pour éviter les guerres de fantasmes. *Photo: Denis Quinqueton par Ludovic Piron/DR.*